



Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-391 du 6 octobre 2025, mettant en demeure la société SUEZ RV Ile-de-France de respecter l'article 16 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-23 du 1^{er} mars 2021 pour les installations classées qu'elle exploite au 21, route du Bassin n°5, à Gennevilliers.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

- Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- Vu** le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal GAUCI, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** le décret du 31 octobre 2024, portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Vu** l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation à la société SITA (anciennement SUEZ RV Ile-de-France) situé au 21, route du Bassin n° à Gennevilliers,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-23 du 1^{er} mars 2021, visant à encadrer les activités qu'exploite la société la société SUEZ RV Ile-de-France sis au 21, route du Bassin °5 à Gennevilliers,
- Vu** l'arrêté SGAD n°2025-26 du 22 juillet 2025, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** les contrôles de l'inspection du travail en date du 6 et 10 février 2025,
- Vu** la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 27 juin 2025 dans l'établissement de la société SUEZ RV Ile-de-France au titre de installations classées pour la protection de l'environnement dans son établissement situé au 21, route du Bassin °5 à Gennevilliers,
- Vu** le rapport du service risque et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la direction régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 21 août 2025 constatant à la suite de la visite précitée le non-respect de l'article 16 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-23 du 1^{er} mars 2021 précitée, relatif aux modifications des activités de l'établissement,
- Vu** le même rapport du 21 août 2025, proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société SUEZ RV Ile-de-France, afin de faire respecter les dispositions réglementaires précitées,
- Vu** le courrier en date du 21 août 2025 de madame la cheffe du service risque et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le

rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours, à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que l'inspection du travail, a signalé à l'inspection des installations classées, à la suite des contrôles qu'elle a effectués le 6 et 10 février 2025, au titre de l'article 40 du code de procédure pénale, la présence d'un volume très important de bois,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite qu'elle a réalisée le 27 juin 2025, que l'exploitant stockait une quantité de bois à broyer, supérieure au seuil fixé par les dispositions du chapitre 12 de l'article de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 précité relatif aux activités réalisées sur le site, modifié par l'article 16 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-23 du 1^{er} mars 2021 précité, à savoir un volume instantané maximal de bois à broyer (amont) autorisé de 820 m³,

Considérant que l'état des stocks transmis par l'exploitant, le jour de l'inspection, fait état d'un volume instantané de bois à broyer (amont) présent sur le site de 1 020 m³, au lieu des 820 m³ autorisés,

Considérant que le non-respect de cette disposition constitue une non-conformité notable,

Considérant qu'au regard de cette non-conformité, il est nécessaire d'imposer à l'exploitant le respect du tonnage de bois autorisé au maximum,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société SUEZ RV Ile-de-France, représentée par son directeur, pour son établissement situé 21, route de Bassin n°5 à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter, **à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2021-23 du 1^{er} mars 2021 précité.

Elle doit respecter et justifier auprès du préfet des Hauts-de-Seine, que les tonnages de bois maximaux autorisés à être stocké sur le site ainsi que leurs volumes instantanés maximaux autorisés sont bien respectés.

Cette disposition sera considérée comme respectée si les seuils fixés ne sont pas dépassés sur une durée de 6 mois consécutifs.

ARTICLE 2 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société SUEZ RV Ile-de-France.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pascal GAUCI', with a long horizontal stroke extending to the right.

Pascal GAUCI

